

Le budget—M. Stevens

nous voyons ce qui se passe à l'étranger nous nous rendons compte que nous ne pouvons garder le même rythme que celui des 20 dernières années. Nous avons atteint certains paliers. Nous devons maintenant nous arrêter et redéployer nos politiques économiques en vue d'un renouveau pour les années à venir. C'est là un des objectifs du budget. La crise du logement n'est pas la seule que nous vivons actuellement.

Il existe des problèmes inévitables, mais le mot crise est utilisé tous les jours ici même, sans discernement. Je ne pense pas que les Canadiens prennent trop au sérieux ces exagérations dont l'opposition parsème quotidiennement le parquet de la Chambre.

Il y a un autre problème dans le secteur du logement, celui de la pénurie de logements à louer. Ce problème n'est toutefois pas généralisé; c'est un problème restreint à certaines régions en croissance rapide. Passons maintenant au discours que le chef de l'opposition a prononcé hier et qui figure à la page 12795 du *hansard*. Le chef de l'opposition s'est répandu en lamentations pour les locataires que ce budget accable, d'après lui. Il développait un thème emprunté au député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) qui l'avait lancé à propos du programme IRLM dans une de ses crises d'hystérie habituelles.

Qu'ont fait les conservateurs pour les locataires lorsqu'ils étaient au pouvoir, c'est-à-dire en 1979, durant ce drôle d'intermède comique, cet instant fugace, cette triste parenthèse entre deux autres gouvernements? Qu'ont-ils fait pour les locataires? Je vais vous le dire moi, monsieur l'Orateur. Ils ont présenté un programme de crédits d'impôt pour les intérêts hypothécaires qui aurait coûté de trois à quatre milliards de dollars au Trésor fédéral. Il aurait fallu payer. Qui paierait ces trois ou quatre milliards de dollars? C'est l'ensemble des contribuables. Ce sont les locataires de ma circonscription qui auraient financé à même leur revenu un programme de déduction hypothécaire extrêmement injuste qui ne bénéficierait qu'aux plus riches.

Le député de Burlington (M. Kempling) quitte la Chambre parce qu'il ne peut faire face à la réalité. Le député avait mis la main à ce complot diabolique qui, heureusement, n'a jamais abouti. Les conservateurs nous tournent aujourd'hui en dérision. Ce sont pourtant eux qui ont manifesté leur attitude à l'égard des locataires. Leur attitude est la même à l'égard de tous les problèmes: s'occuper d'abord des privilégiés, puis des Canadiens moyens et pauvres en dernier lieu.

Et que dire de leurs confrères de la province de l'Ontario, qui s'apprêtent à supprimer le contrôle des loyers? Ce serait une mesure impitoyable. On l'avait prédit. Mais ils tentent maintenant de se dérober et de rompre leur promesse électorale. Le contrôle des loyers finira par sauter. Des milliers de Canadiens seront jetés à la rue, en Ontario, dans le grand Toronto et peut-être même des centaines dans ma circonscription de York-Est. Voilà la philosophie conservatrice, peu importe que ce soit au niveau provincial ou fédéral. Au moins, ils ont la philosophie conséquente: «Que le diable emporte les faibles, qu'ils se débrouillent tout seuls. Nous allons défendre nos propres intérêts, nous nous occuperons des gens qui ont de l'endurance et qui sont forts».

Des voix: Bravo!

M. Collenette: C'est pourquoi ils soulèvent maintenant des objections. Que dire de leur attitude envers le programme IRLM? Les députés s'en plaignent depuis quelques jours.

Hier, le député de Saint-Jean-Est s'est attaqué amèrement au programme IRLM. Il faut se rappeler que beaucoup de contribuables en ont abusé pour éviter adroitement de payer des impôts afin de construire de luxueux immeubles résidentiels en copropriété dans des villes comme Victoria, Vancouver, Toronto et Ottawa. C'est ce genre d'attitude qui fait que les habitants de la région métropolitaine de Toronto ne trouvent plus de logements acceptables à des prix abordables. Les gens moyens qui habitent la région métropolitaine de Toronto sont forcés de s'exiler dans les banlieues et de se loger là où ils peuvent, alors que tous les peintres en blanc, ceux qui ont de l'argent en banque et qui peuvent tout déduire de leurs impôts, reviennent au centre-ville dans des immeubles en copropriété où un logement de deux chambres à coucher coûte entre \$150,000 et \$400,000 dans une circonscription comme Rosedale. Qu'est-ce que le député de Rosedale (M. Crombie) a à dire là-dessus? Où était-il ces derniers jours? Il n'était pas à la Chambre pour la présentation du budget. Savez-vous pourquoi il était absent, monsieur l'Orateur? Il ne digérait pas ce que le député de Saint-Jean-Est a dit du programme IRLM. Le député sait ce que ces déserteurs fiscaux vont faire. Ils vont éliminer les logements abordables dans des circonscriptions comme la sienne. Le député de Spadina (M. Heap), ici présent, ne réagit pas sur cette question. Le député sait que je dis la vérité à ce sujet.

Des voix: Bravo!

M. Collenette: J'aurais encore bien des choses à dire aux députés car je viens à peine de prendre mon élan. Mais je ne voudrais pas empêcher les députés d'aller se restaurer.

La théorie économique des conservateurs s'identifie à celle des Reagan et des Thatcher. Nous avons pris de dures décisions dans le budget, mais nous avons laissé intacts les programmes sociaux essentiels qui sont le fondement de notre régime économique dans les périodes difficiles. La mise à pied des travailleurs de Massey-Ferguson Industries Limited m'afflige, mais ils seront protégés parce qu'il y a l'assurance-chômage. Leur pension est indexée, les allocations familiales aussi. Ce sont là des programmes libéraux. Voilà pour la théorie économique libérale.

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 8 heures ce soir.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Lorsque la Chambre a suspendu ses travaux à 6 heures, c'est le député de York-Est (M. Collenette) qui avait la parole. Puisqu'il n'est pas là, je suppose qu'il a fini de parler, de sorte que je donne la parole au député de York-Peel (M. Stevens).

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Au moment de prendre la parole pour parler du budget, monsieur l'Orateur, j'éprouve des sentiments contradictoires. J'ai certes eu le privilège d'entendre le ministre des Finances (M. MacEachen) présenter à la Chambre son exposé budgétaire. J'ai entendu